

**Qiiro vous propose des modèles de documents juridiques éprouvés, à jour des dernières réformes et règlementations en vigueur. Néanmoins, nos modèles restent généraux et nécessitent d’être adaptés.**

**En cas de doute sur la rédaction ou les conséquences juridiques de l’un de nos modèles de documents, nous vous recommandons l’accompagnement par un professionnel du droit.**

Convention d’occupation précaire

Entre

Le soussigné *(Civilité), (Nom et prénom) (Profession)*,

né le *(Date de naissance)*, à (*Lieu de naissance)*,

demeurant à *(Adresse)*,

Ci-après dénommé le locataire,

Et

Le soussigné *(Civilité), (Nom et prénom) (Profession)*,

né le *(Date de naissance)*, à (*Lieu de naissance)*,

demeurant à *(Adresse)*,

Ci-après dénommé le propriétaire du bien,

**Article 1 – Situation de précarité objective**

Suite à la situation de précarité suivante : *(Situation de précarité du locataire)*

*(Nom du propriétaire du bien)* s’engage à offrir la jouissance et l’occupation de son bien situé à *(Adresse du bien),* à *(Nom du locataire)* par la présente convention d’occupation à titre précaire.

Article 2 - Durée

La présente convention est consentie et acceptée à compter du *(Date du début de convention)* jusqu’à *(Date de fin de convention)* *Prévision de l’événement*.

Il pourra donc y être mis fin à tout moment par le propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception et sans préavis, ce qui est accepté par *(Nom du locataire)*.

Les parties reconnaissent expressément le caractère précaire de cette convention selon les dispositions des articles L145-5-1 et suivant et des articles L521-3-4 et suivant du Code de Commerce.

Article 3 - Redevance

Compte tenu de la précarité de la jouissance conférée à *(Nom du locataire)* par la présente convention, les parties conviennent que la redevance mensuelle due par *(Nom du locataire)* s’élève à *(Montant de la redevance)* euros, ce prix tenant compte de ladite précarité (environ 30 % inférieure à la valeur locative). La redevance sera révisée chaque année, automatiquement, en fonction de l’évolution de l’indice Insee du coût de la construction, à la date anniversaire de la prise d’effet de la présente convention.

*(Lieu et date de la convention)*

*(Signature des parties)*